N° 11-626-X au catalogue — N° 058
ISSN 1927-5048
ISBN 978-0-660-05355-4

Aperçus économiques

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2016

par Guy Gellatly,
Direction des études analytiques

Date de diffusion : le 16 mai 2016

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels dans les tableaux

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0^s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
^{p}	provisoire
^{r}	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
^{E}	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p<0,05$)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2016

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML **est aussi disponible.**

This publication is also available in English.

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2016

par Guy Gellatly, Direction des études analytiques

Cet article de la série *Aperçus économiques* offre aux utilisateurs un aperçu intégré des changements récents qui ont touché la production, l'emploi, la demande des ménages, le commerce international et les prix. Structuré sous forme de sommaire statistique des principaux indicateurs économiques, ce rapport a pour but de fournir des enseignements sur les nouveautés observées au sein de l'économie canadienne, en mettant l'accent sur les principaux changements dans les données économiques à la fin de 2015 et au début de 2016. Sauf indication contraire, les résultats présentés dans ce rapport sont fondés sur des données désaisonnalisées qui peuvent être consultées dans CANSIM à compter du 10 mai 2016.

Aperçu

L'économie a pris de la vigueur au second semestre de 2015, les dépenses des ménages et les exportations ayant soutenu la croissance. Toutefois, les investissements des entreprises ont continué d'avoir une incidence sur la croissance, sous l'effet de la réduction des dépenses en construction non résidentielle, en machines et matériel et en propriété intellectuelle. La production des industries productrices de biens s'est accrue vers la fin de l'année, en raison de l'intensification de l'extraction de pétrole et de gaz et de la fabrication. Les producteurs de pétrole non classique ont augmenté leur production vers la fin de 2015, conséquence d'une hausse du volume des exportations d'énergie, laquelle s'est poursuivie au début de la nouvelle année. De même, les constructeurs de véhicules automobiles ont accru leur production vers la fin de 2015, à la faveur de la croissance des exportations de véhicules automobiles et de pièces automobiles.

Le recul des prix de l'énergie a réduit la valeur des ventes à l'exportation au second semestre de 2015. Les exportations d'énergie annuelles du Canada, mesurées en dollars courants, ont diminué de 44,8 milliards de dollars de 2014 à 2015.

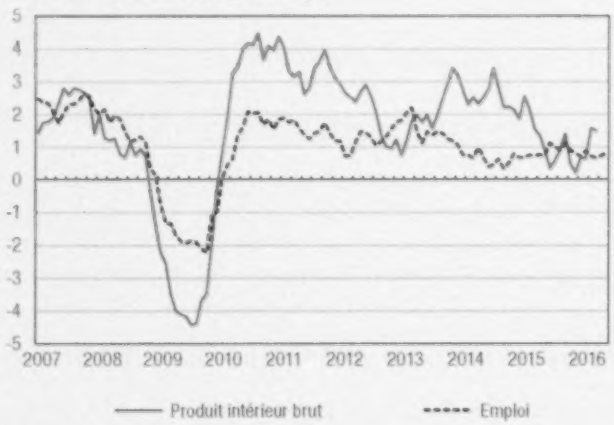
La création d'emplois a été modeste pendant le second semestre de 2015, sous l'effet du ralentissement de la croissance du travail à plein temps. L'emploi a augmenté dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale et dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques. L'emploi dans le secteur de la fabrication a crû légèrement à la fin de l'année.

L'activité économique en Alberta s'est modérée au second semestre de 2015, l'économie continuant de s'adapter au recul des prix du pétrole. Les ventes au détail, les ventes de gros et les livraisons manufacturières en Alberta affichaient toutes une tendance à la baisse. L'emploi dans les industries primaires s'est contracté. On a observé une hausse du chômage pendant le second semestre de l'année, en raison de la baisse des gains hebdomadaires moyens mesurés d'une année à l'autre.

À l'échelon national, la croissance de la production a commencé à dépasser celle de l'emploi au second semestre de 2015, à la faveur d'une hausse de la production dans le secteur des industries productrices de biens.

Graphique 1
Production et emploi

variation d'une année à l'autre (pourcentage)



Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 282-0087 et 379-0031.

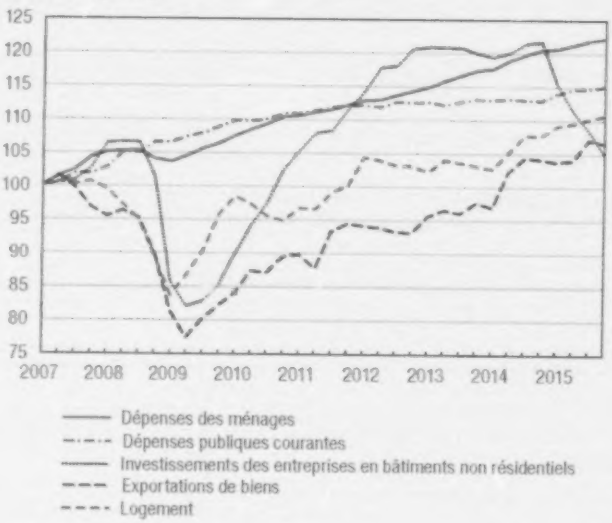
Les dépenses de consommation et les exportations ont soutenu la croissance au second semestre de 2015

La production s'est raffermie au second semestre de 2015, grâce à la reprise de l'économie après deux replis trimestriels consécutifs. Le PIB réel a augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre, après avoir progressé de 0,6 % au troisième trimestre. Pour 2015 dans son ensemble, l'économie a crû de 1,2 %, ce qui représente environ la moitié du rythme de croissance observé en 2014.

Les dépenses de consommation ont continué de soutenir la croissance au second semestre, mais elles se sont modérées vers la fin de l'année. Les dépenses finales des ménages ont augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre, en baisse par rapport à 0,5 % au troisième trimestre, conséquence du ralentissement des dépenses en automobiles. Les dépenses en logement, en ameublement et en matériel audiovisuel se sont accrues au quatrième trimestre. Pour 2015 dans son ensemble, les dépenses des ménages ont progressé de 1,9 %, en baisse par rapport à 2,6 % en 2014. Les dépenses annuelles en biens durables ont enregistré une hausse de 3,3 %, soutenues par la hausse des ventes d'automobiles.

Les volumes des exportations ont contribué à la croissance du PIB au troisième trimestre (+2,6 %), mais ils se sont contractés vers la fin de l'année (-0,6 %), sous l'effet du repli des exportations d'énergie. En revanche, les exportations de véhicules automobiles et de pièces automobiles, de métaux, de minéraux non métalliques et de produits forestiers ont progressé vers la fin de l'année. Les exportations de biens de consommation ont légèrement reculé au quatrième trimestre, après une hausse marquée au troisième trimestre. Pour 2015 dans son ensemble, les volumes des exportations se sont accrus de 3,0 %, en baisse par rapport à une augmentation de 5,3 % en 2014.

Graphique 2
Produit intérieur brut réel, agrégats sélectionnés



Note : T1 : premier trimestre.
Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 380-0064.

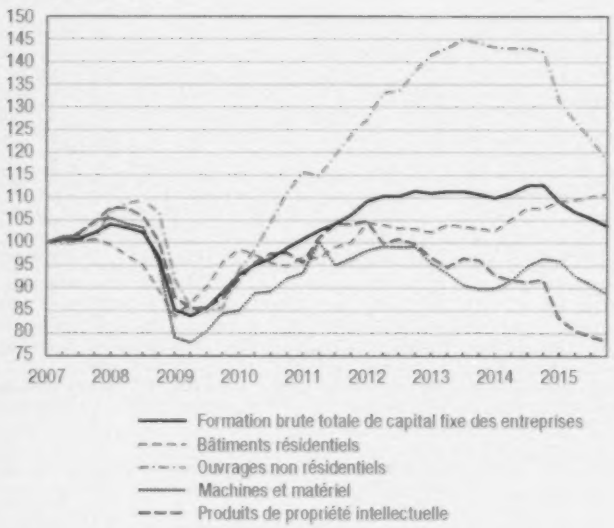
Les investissements des entreprises ont continué de se contracter vers la fin de 2015

Les investissements non résidentiels des entreprises ont continué de diminuer au second semestre de 2015. Les dépenses en construction non résidentielle et en machines et matériel se sont contractées de 3,3% au quatrième trimestre, après un recul de 2,6 % au troisième trimestre. La réduction des dépenses en construction non résidentielle découlait de la diminution des dépenses tant dans les ouvrages de génie que dans les bâtiments non résidentiels. Les dépenses en capital dans les ouvrages de génie ont fléchi pendant neuf trimestres consécutifs.

Les investissements des entreprises en machines et matériel se sont contractés de 2,3 % au quatrième trimestre, après un repli de 1,9 % au troisième trimestre. La diminution des dépenses en automobiles, en matériel informatique et en matériel de communication a contribué à la réduction des dépenses en machines et matériel vers la fin de l'année. Les investissements en propriété intellectuelle ont continué de reculer au second semestre de l'année, sous l'effet de la baisse des dépenses d'exploration et d'évaluation minérales. Mesurées d'une année à l'autre, les dépenses d'investissement en exploration et évaluation minérales étaient de moitié inférieures à ce qu'elles étaient au quatrième trimestre de 2014.

Les dépenses en capital dans la construction résidentielle ont modéré le repli global des investissements des entreprises. Les dépenses dans le secteur de l'habitation ont crû de 0,4 % au quatrième trimestre, soit la quatrième augmentation trimestrielle consécutive. Les rénovations et les coûts de transfert de propriété, qui traduisent l'activité sur les marchés de la revente, ont soutenu la croissance vers la fin de 2015, ce qui a compensé le recul des dépenses en nouvelles constructions. Pour 2015 dans son ensemble, les investissements des entreprises dans le secteur de l'habitation se sont accrus de 3,9 %, en hausse par rapport à 2,5 % en 2014.

Graphique 3
Formation brute de capital fixe des entreprises



Note : T1 : premier trimestre.
Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 380-0068.

La productivité du travail dans le secteur des entreprises s'est améliorée au second semestre de 2015, après deux replis trimestriels consécutifs. La productivité du travail a augmenté légèrement (+0,1 %) au quatrième trimestre, après une hausse de 0,4 % au troisième trimestre. La productivité s'est accrue dans les secteurs de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz au cours des deux trimestres, en raison de la contraction des heures travaillées. La productivité dans le secteur de la fabrication a également augmenté légèrement au second semestre de l'année, après des reculs au premier trimestre.

Aux États-Unis, le PIB réel est descendu à 1,4 % (taux annualisé) au quatrième trimestre de 2015, alors qu'il était de 2,0 % au troisième trimestre. Pour 2015 dans son ensemble, le PIB réel des États-Unis a progressé de 2,4 %, comparativement à 1,2 % au Canada.

Les perspectives de dépenses en capital pour le pétrole et le gaz sont en baisse de 26 %

Les industries de l'extraction de pétrole et de gaz prévoient dépenser 26,3 % de moins en immobilisations en 2016, les perspectives concernant les bâtiments et les machines et le matériel étant en baisse. Les dépenses en capital prévues pour l'extraction de pétrole et de gaz se chiffrent à 36,5 milliards de dollars en 2016, en recul par rapport aux dépenses annuelles provisoires de 2015 qui se chiffraient à 49,5 milliards de dollars, et aux dépenses annuelles en capital de 76,1 milliards de dollars en 2014. En Alberta, les industries de l'extraction de pétrole et de gaz prévoient dépenser 26,5 milliards de dollars en immobilisations en 2016, en baisse de 27,1 % par rapport aux dépenses provisoires réelles de 2015, et de 54,4 % par rapport aux dépenses en capital de 2014.

On s'attend à ce que les dépenses en capital dans les industries de la fabrication diminuent de 10,9 % en 2016, à la suite des hausses enregistrées au cours des deux années précédentes. Les fabricants du Québec prévoient que leurs dépenses en capital seront plus élevées en 2016, alors que les fabricants de l'Ontario prévoient une diminution de leurs dépenses.

Dans l'ensemble, les organisations privées et publiques prévoient dépenser 4,4 % de moins en actifs liés à la construction et aux machines et au matériel non résidentiels en 2016. On prévoit que les dépenses globales en capital en Alberta reculeront de 11,9 %, tandis que les dépenses en capital prévues au Québec devraient augmenter de 7,1 %. Les dépenses en capital prévues en Ontario ne devraient connaître que peu de variation par rapport aux niveaux de 2015.

L'activité s'est raffermie dans le secteur de la fabrication et le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz vers la fin de 2015 et au début de 2016

Les industries productrices de biens ont augmenté leur production de novembre à janvier, à la faveur de l'activité dans le secteur de la fabrication et dans celui de l'extraction de pétrole et de gaz. Les fabricants ont enregistré trois hausses mensuelles consécutives pendant cette période, la production des fabricants de véhicules neufs et de pièces automobiles s'étant accélérée en début d'année. Les raffineries de pétrole et les fabricants de produits en bois ont également connu une hausse de production, qui s'est poursuivie en janvier.

La production dans le secteur de la construction a pris de la vigueur à la fin de l'année, après trois diminutions consécutives de septembre à novembre. Cette hausse a été soutenue par la construction et les travaux de réparations résidentiels . Les travaux de génie se sont également intensifiés en décembre, après 13 reculs mensuels consécutifs. Avant janvier, la construction de bâtiments non résidentiels avait diminué pendant six mois de suite.

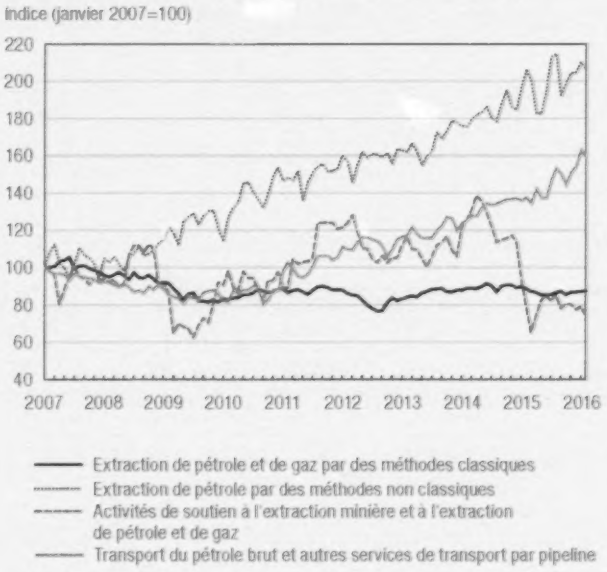
Graphique 4
Produit intérieur brut réel selon certaines industries

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 379-0031.

Après des mouvements compensatoires vers la fin de l'année, le commerce de détail s'est raffermi au début de 2016. En date de janvier, les concessionnaires de véhicules automobiles et de pièces automobiles avaient affiché une croissance de leurs volumes au cours de sept des huit derniers mois.

Après que des perturbations de l'approvisionnement se sont répercutées sur la production en septembre, l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques a augmenté jusqu'au début de 2016. Pour 2015 dans son ensemble, la production par des méthodes non classiques a crû de 8,9 %, ce qui a compensé un repli de 2,9 % de l'extraction par des méthodes classiques. Les établissements qui fournissent des activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz, ce qui comprend les services de montage et de forage, ont continué d'afficher des reculs. La production annuelle de ces services de soutien était de 35 % moins élevée en 2015, sous l'effet des contractions importantes survenues en début d'année. En revanche, l'activité dans le secteur du transport du pétrole brut et des autres services de transport par pipeline s'est raffermie vers la fin de l'année. Pour 2015 dans son ensemble, la production dans ce secteur était de 8,8 % supérieure au niveau enregistré en 2014.

Graphique 5
Produit intérieur brut réel selon certaines industries



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 379-0031.

Les industries de services ont soutenu la croissance au second semestre de 2015, menée par les secteurs du transport et de l'entreposage, de l'immobilier et du commerce de détail. En 2015, la production a augmenté de 4,5 % dans le secteur de la finance et des assurances et de 3,2 % dans celui de l'immobilier.

Le PIB réel a diminué légèrement (-0,1 %) en février en raison de la baisse de la production de biens.

Modération de la croissance de l'emploi à plein temps

Le nombre total d'emplois a progressé de 64 000 (+0,4 %) au cours des six derniers mois de 2015, à la faveur d'augmentations de l'emploi à temps partiel et du travail indépendant. La croissance de l'emploi à plein temps a peu varié au second semestre de l'année, après des hausses prononcées pendant les six premiers mois (+123 000). Les personnes de 55 ans et plus ont représenté la totalité de la croissance nette de l'emploi enregistrée de juin à décembre, alors que l'emploi a régressé tant chez les jeunes que parmi le principal groupe d'âge actif.

Graphique 6
Emploi, par secteur

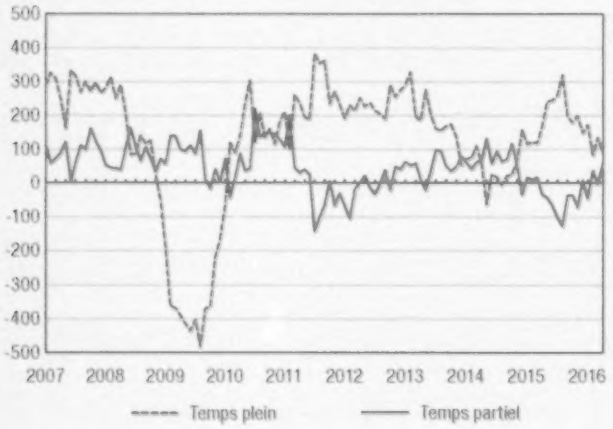
variation d'une année à l'autre (milliers de personnes)

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0088.

La croissance de l'emploi au second semestre de 2015 a été menée par des hausses dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale et dans celui des services professionnels, scientifiques et techniques. L'emploi dans le secteur de la fabrication a crû légèrement à la fin de l'année.

Graphique 7
Emploi par classe

variation d'une année à l'autre (milliers de personnes)

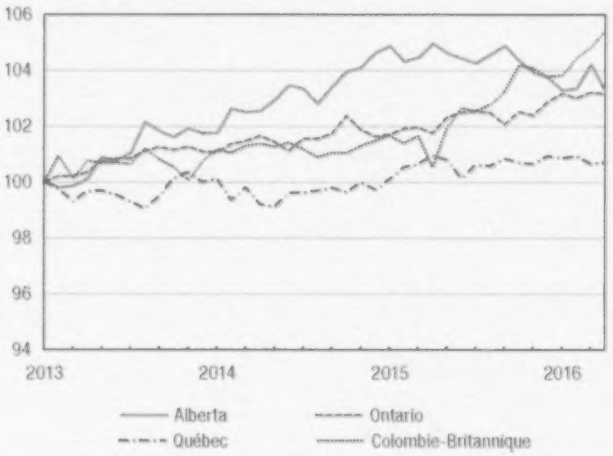


Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0087.

La totalité de la croissance nette de l'emploi au dernier semestre de l'année est survenue au Canada central et en Colombie-Britannique. Il y a eu 15 000 pertes d'emploi en Alberta au second semestre de l'année, le taux de chômage dans cette province étant passé de 5,8 % en juin à 7,0 % en décembre. Également en hausse au second semestre, le taux de chômage en Saskatchewan s'établissait à 5,5 % à la fin de l'année. En janvier 2015, le taux de chômage en Saskatchewan et en Alberta s'élevait respectivement à 4,5 % et à 4,6 %. Le taux de chômage en Ontario est demeuré en deçà de 7 % tout au long de l'année.

Graphique 8
Emploi, certaines provinces

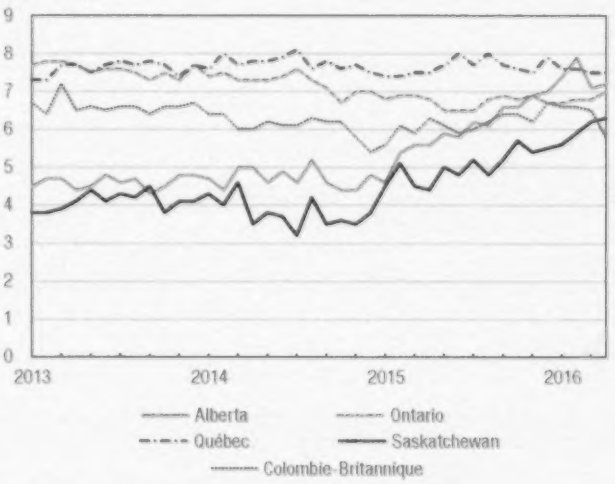
indice (janvier 2013=100)



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0087.

Graphique 9
Taux de chômage, certaines provinces

pourcentage



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0087.

Pour l'ensemble de 2015, le nombre d'emplois s'est accru de 155 000 (+0,9 %), à la faveur de hausses dans les industries de services, dans les emplois à plein temps et parmi les travailleurs de 55 ans et plus. Le nombre total d'emplois en Colombie-Britannique a progressé de 52 000 en 2015, alors qu'il a fléchi de 20 000 en Alberta.

Plus récemment, le nombre total d'emplois a crû de 33 000 au premier trimestre de 2016, en raison des augmentations enregistrées en Colombie-Britannique (24 000) et en Ontario (23 000). Le taux de chômage en Alberta a atteint 7,9 % en février 2016, avant de descendre à 7,1 % en mars sous l'effet d'une hausse de l'emploi dans les industries de services.

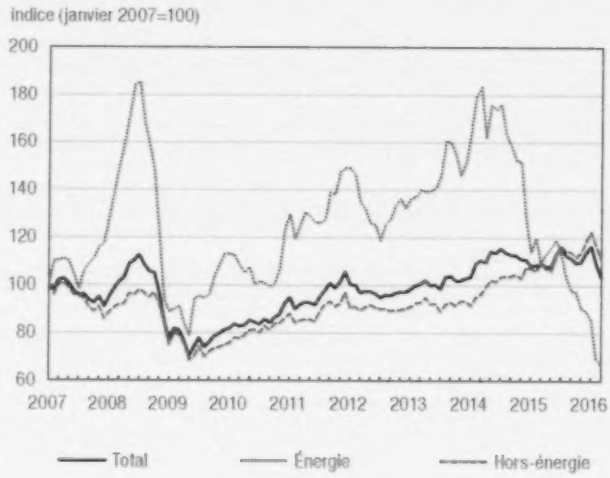
L'emploi total était inchangé en avril, les baisses survenues en Alberta ayant été contrebalancées par des hausses en Colombie-Britannique. L'emploi dans le secteur de la fabrication a diminué de 52 000 au cours des quatre premiers mois de l'année.

Le raffermissement des exportations non énergétiques a amélioré les balances commerciales vers la fin de 2015

Le Canada a continué d'afficher des déficits sur marchandises au second semestre de 2015, tandis que, sous l'effet d'un net fléchissement des prix, la diminution des excédents au chapitre des produits énergétiques a continué de se répercuter sur les balances commerciales. Pour 2015 dans son ensemble, les importations de marchandises ont dépassé les exportations de 22,4 milliards de dollars, tandis que l'excédent commercial dans le secteur des produits énergétiques est tombé de 85,5 milliards de dollars en 2014 à 53,1 milliards de dollars en 2015. Les exportations totales ont augmenté au second semestre de 2015, soutenues par les exportations de véhicules automobiles et pièces automobiles et de biens de consommation.

Les exportations mensuelles moyennes de produits énergétiques se sont chiffrées à 6,4 milliards de dollars au second semestre de 2015, en baisse par rapport à 7,5 milliards de dollars au cours des six premiers mois de l'année. La diminution des prix à l'exportation dans le secteur de l'énergie était à l'origine de ce recul, puisque les volumes mensuels moyens des exportations, mesurés en dollars enchaînés de 2007, étaient semblables pendant les deux périodes de six mois.

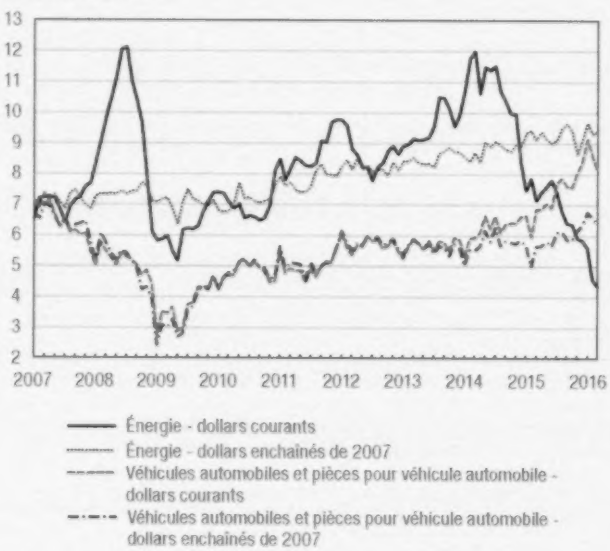
Graphique 10
Croissance des exportations de marchandises par groupes de produits



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 228-0059.

Après avoir régressé d'août à octobre, les exportations totales ont progressé de novembre à janvier, à la faveur des produits non énergétiques. Les exportations de véhicules automobiles et de pièces automobiles ont soutenu les hausses survenues à chacun de ces mois, surtout en raison de volumes plus élevés.

Graphique 11
Exportations de marchandises, certains produits



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 228-0059 et 228-0061.

En février, les exportations ont diminué de 6,6 %, sous l'effet de la réduction des exportations énergétiques et non énergétiques. Les volumes de produits énergétiques, de véhicules automobiles et de pièces automobiles et de biens de consommation étaient tous en baisse, après avoir augmenté en janvier. Les exportations ont régressé à nouveau en mars, soit de 4,8 %, en raison de baisses généralisées parmi tous les produits.

Les livraisons de produits de l'automobile ont soutenu les ventes dans le secteur de la fabrication vers la fin de 2015

Les ventes totales dans le secteur de la fabrication étaient de 1,9 % plus élevées au second semestre de 2015 qu'au premier semestre de l'année, à la faveur du raffermissement des livraisons de biens durables. Le secteur du matériel de transport et celui des produits du bois étaient à l'origine de la hausse au chapitre des biens durables. Les ventes des constructeurs de véhicules automobiles ont crû d'octobre à janvier, partiellement en raison de la production de modèles de valeur plus élevée. Les ventes de biens non durables ont affiché un léger recul de 0,4 % au second semestre de l'année, la croissance des ventes des fabricants d'aliments (+3,6 %) ayant été neutralisée par la baisse de celles des fabricants de produits du pétrole et du charbon (-10,5 %).

À la faveur de livraisons plus vigoureuses de produits de l'automobile, les fabricants en Ontario étaient à l'origine des augmentations globales enregistrées dans le secteur de la fabrication vers la fin de 2015 et au début de la nouvelle année. Les livraisons en Alberta ont poursuivi leur tendance à la baisse, les recettes du secteur de la fabrication des produits du pétrole et du charbon ayant eu une incidence sur les ventes.

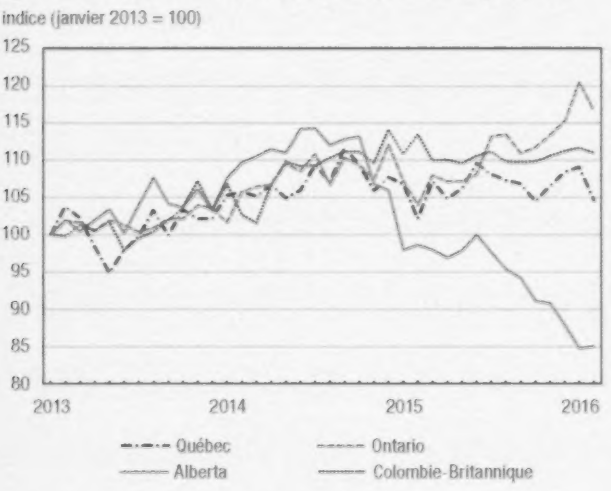
Pour 2015 dans son ensemble, les ventes dans le secteur canadien de la fabrication ont fléchi de 1,5 %, sous l'effet d'une baisse de 29 % des ventes annuelles des fabricants de produits du pétrole et du charbon. Sans le pétrole et le charbon, les ventes annuelles dans le secteur de la fabrication se sont accrues de 2,7 % en 2015. Les livraisons des constructeurs de véhicules automobiles ont augmenté de 8,8 % en 2015, comparativement à 5,7 % l'année précédente.

Les ventes au détail ont augmenté au début de 2016

Les ventes au détail totales étaient de 2,7 % plus élevées pendant les six derniers mois de 2015 qu'au premier semestre de l'année, cette croissance découlant de la hausse des ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et de pièces automobiles, des magasins d'aliments et de boissons et des magasins de fournitures de tout genre. À l'exception des ventes des stations-service, les ventes au détail ont augmenté de 3,0 % pendant la deuxième moitié de l'année. Les ventes en Ontario et en Colombie-Britannique ont soutenu la croissance des dépenses de détail, alors que les ventes en Alberta et en Saskatchewan sont demeurées en deçà des niveaux observés au milieu de 2014.

La tendance à la hausse des ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et de pièces automobiles s'est poursuivie au début de 2016; en date de février 2016, ces ventes avaient progressé au cours de 12 des 13 derniers mois. Mesurées d'une année à l'autre, les ventes unitaires de véhicules automobiles neufs ont crû de 8,9 % en février, soutenues par des hausses en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique[1]. En Alberta, les ventes unitaires de véhicules neufs, mesurées d'une année à l'autre, ont accusé des baisses de 10 % ou plus de mai à janvier.

Graphique 12
Les ventes du secteur de la fabrication, certaines provinces



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 304-0015.

Graphique 13
Ventes au détail, certaines provinces

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 080-0020.

1. D'après les données non corrigées sur les ventes unitaires provenant de l'Enquête sur les ventes de véhicules automobiles neufs.

La construction de logements multifamiliaux a soutenu les mises en chantier d'habitations

Le nombre mensuel moyen de mises en chantier d'habitations se situait à 203 400 (données désaisonnalisées aux taux annuels) au second semestre de 2015, en hausse par rapport à 183 900 pendant les six premiers mois de l'année. Le nombre mensuel moyen de mises en chantier au second semestre a augmenté en Ontario et au Québec et a diminué en Alberta.

Les mises en chantier de logements neufs ont ralenti au début de 2016, en raison de la réduction des mises en chantier de logements multifamiliaux en Ontario. Les mises en chantier ont rebondi en février et en mars, les mises en chantier d'immeubles d'appartements et de condominiums ayant repris de la vigueur après de modestes hausses au cours des deux mois précédents. Les augmentations observées à Toronto ont soutenu les mises en chantier en février et en mars. Les mises en chantier en Alberta ont continué de ralentir au début de 2016, sous l'effet de la modération des mises en chantier d'immeubles d'appartements et de condominiums.

Les mises en chantier totales ont diminué légèrement, passant de 202 400 en mars à 191 500 en avril.

Les investissements dans la construction de nouveaux logements ont connu une transition croissante vers les immeubles d'appartements et les condominiums au second semestre de 2015. Les dépenses d'investissement dans les maisons individuelles, mesurées d'une année à l'autre, ont reculé de juin 2015 à février 2016. Pendant la période de douze mois s'étant terminée en février 2016, les dépenses d'investissement dans les maisons individuelles ont reculé de 4,3 %, tandis que les dépenses en capital dans les maisons jumelées ont régressé de 18,1 %. En revanche, les dépenses en capital dans les immeubles d'appartements et les condominiums se sont accrues de 24,8 % au cours de la période de douze mois s'étant terminée en février, et elles ont enregistré des hausses de 10 % ou plus, d'une année à l'autre, pendant 10 mois consécutifs.

La valeur mensuelle moyenne des permis de construction résidentielle s'est chiffrée à 4,5 milliards de dollars pendant les six derniers mois de l'année, comparativement à 4,4 milliards de dollars au premier semestre de 2015. Mesurés d'une année à l'autre, les prix des maisons neuves ont légèrement augmenté vers la fin de 2015, soutenus par la hausse des prix en Ontario et en Colombie-Britannique. Les prix des maisons neuves à Toronto ont progressé de 4,4 % au cours de la période de douze mois s'étant terminée en février, tandis que les prix à Vancouver se sont accrus de 4,0 %. Les prix des maisons neuves à Calgary, mesurés d'une année à l'autre, ont diminué depuis août 2015.

Les prix à la consommation des biens durables ont augmenté vers la fin de 2015

Le taux d'inflation de l'Indice des prix à la consommation (IPC) annuel a connu une légère hausse vers la fin de 2015, puisque la contribution à la baisse découlant du fléchissement des prix de l'énergie s'est modérée. L'IPC publié, mesuré d'une année à l'autre, est passé de 1,0 % en octobre 2015 à 2,0 % en janvier 2016. À l'exclusion des prix de l'énergie, le taux d'inflation annuel moyen s'est élevé à 2,1 % au cours de la deuxième moitié de 2015.

Les prix des aliments ont continué d'être à l'origine des hausses de l'IPC au cours de la deuxième moitié de l'année. Les prix des fruits et légumes frais ont crû à la fin de 2015, en hausse de 13,2 % et de 13,3 % respectivement au cours de la période de douze mois s'étant terminée en décembre.

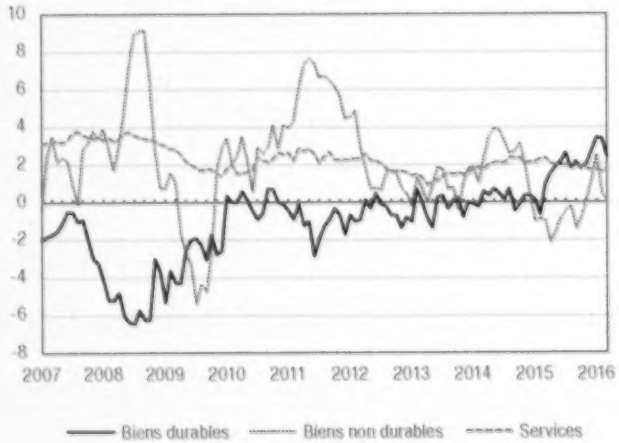
La contribution à la baisse des prix moins élevés de l'essence, mesurés d'une année à l'autre, s'est modérée à la fin de 2015. Les prix de l'essence en janvier 2016 étaient de 2,1 % plus élevés qu'en janvier 2015, ce qui constituait la première augmentation d'une année à l'autre de l'indice des prix de l'essence depuis octobre 2014.

Les prix des biens durables, mesurés d'une année à l'autre, ont augmenté au début de 2016 et ils ont crû de 3,4 % au cours de la période de 12 mois se terminant en janvier. Les prix des voitures particulières ont progressé de 5,0 % pendant la période de douze mois s'étant terminée en février, ce qui représente la plus forte hausse d'une année à l'autre depuis septembre 2010.

Le taux d'ensemble publié a ralenti pour se situer à 1,4 % en février, en raison des prix moins élevés de l'essence. Le taux d'inflation de l'IPC annuel s'établissait à 1,3 % en mars.

Graphique 14
Indice des prix à la consommation, certains agrégats

variation d'une année à l'autre (pourcentage)



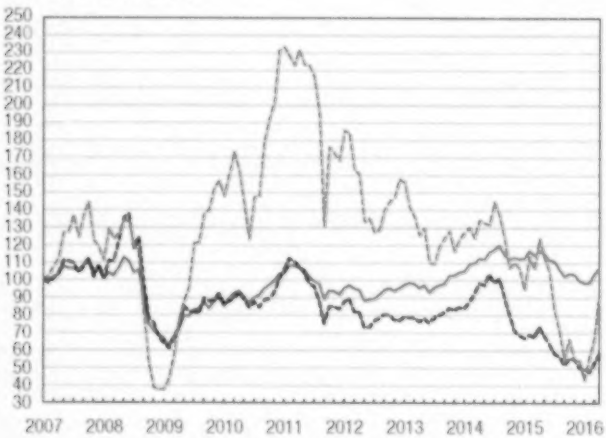
Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 326-0020.

L'énergie et les métaux ont contribué à la baisse du cours des actions

Après avoir affiché des hausses au début de 2015, le cours des actions à Toronto (indice composé S&P/TSX) a diminué pendant la plus grande partie de l'année. Les cours boursiers à la fin de l'année étaient en baisse de 16,7 % par rapport au sommet sans précédent atteint en août 2014. L'indice des biens de consommation de base a progressé au cours de 2015, tandis que l'énergie, les métaux et les minerais diversifiés et l'or ont subi des replis. L'indice canadien de l'énergie à la fin de l'année avait diminué d'environ de moitié par rapport à août 2014, tandis que l'indice des métaux et minerais diversifiés avait reculé de près de 60 %.

L'indice composé S&P/TSX a fléchi de 1,4 % en janvier, les métaux et minerais diversifiés et de l'énergie s'étaient négociés à la baisse. Toutefois, l'indice composé s'est accru de 0,3 % en février et de 4,9 % en mars, sa plus forte augmentation mensuelle depuis octobre 2011. Les hausses en mars étaient généralisées; les indices des métaux et minerais diversifiés et de l'énergie ont notamment connu de nettes augmentations.

Graphique 15
Indice composé Standard and Poor's/Bourse de Toronto, certaines indices



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 176-0047.

Le dollar canadien a continué de se déprécier par rapport à la devise des États-Unis vers la fin de 2015, clôturant l'année à 73,0 cents américains[2]. Dans l'ensemble, le dollar canadien a perdu 16 % de sa valeur par rapport au dollar américain en 2015. Sur une base pondérée en fonction des échanges du Canada, le dollar canadien a diminué de 10 % par rapport à d'autres devises importantes au cours de cette période.

La valeur du dollar canadien est descendue à 70,3 cents américains en janvier, sous l'effet du recul des prix du pétrole brut au début de l'année. Le dollar canadien se négociait à 68,69 cents américains le 19 janvier, sa valeur la plus faible depuis avril 2003. Le dollar canadien s'est apprécié plus récemment, se négociant à plus de 79 cents américains vers la fin d'avril.

Graphique 16
Taux de change

Notes : CTCEC : indice de taux de change effectif du dollar canadien. Le taux $CAN/$US est fondé sur la moyenne du cours du comptant à midi. Le TCEC sans le $US est fondé sur les taux à la fin du mois.
Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableau 176-0064, et Banque du Canada.

Les prix des marchandises ont fléchi vers la fin de 2015

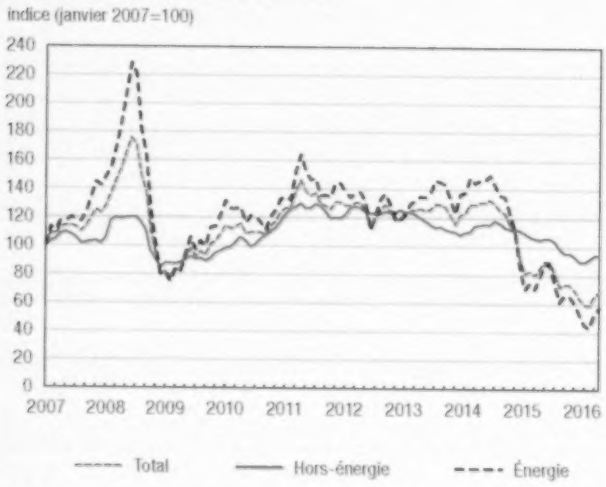
Les prix des marchandises ont nettement diminué vers la fin de 2015, en raison des reculs généralisés des prix des produits énergétiques et hors énergie. À la fin de l'année, l'indice des prix des marchandises était en baisse de 31 % par rapport à décembre 2014. À l'exception des prix de l'énergie, les prix des marchandises ont fléchi de 20 % au cours de 2015, du fait que les prix des métaux et minerais, de l'agriculture, du poisson et de la foresterie ont tous baissé.

Les prix des marchandises ont diminué au début de 2016 avant d'augmenter de 11,6 % en mars, à la faveur de la hausse des prix de l'énergie. Les prix de la foresterie, de l'agriculture et des métaux ont également crû. Toutefois, les prix en mars sont demeurés de 18 % inférieurs à ceux qui ont été observés douze mois plus tôt.

L'indice des prix des marchandises a augmenté de 4,0 % en avril.

2. Le taux de change publié est le taux au comptant moyen à midi pour le mois de décembre 2015. Voir Statistique Canada, tableau CANSIM 176-0064.

Graphique 17
Indice des prix des marchandises



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 176-0075.

La dette sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible a légèrement augmenté

La dette sur le marché du crédit des ménages s'est accrue de 1,2 % au quatrième trimestre, pour se chiffrer à 1,92 billion de dollars[3]. La dette sur le marché du crédit des ménages par rapport au revenu disponible a légèrement augmenté pour s'établir à 165,4 % au quatrième trimestre, alors que le ratio du service de la dette (intérêts seulement) a légèrement baissé pour se fixer à 6,2 % du revenu disponible. Le ratio du service de la dette plus général, qui inclut les paiements des ménages sur les intérêts et le principal, est passé à 13,8 % au quatrième trimestre.

La valeur des actifs des ménages a atteint 11,43 billions de dollars au quatrième trimestre, en hausse par rapport à 11,26 billions de dollars au troisième trimestre. Cette croissance a été soutenue par des augmentations de la valeur des parts de fonds communs de placement et des investissements en actions étrangères, ainsi que des actifs de caisse d'assurance-vie et de caisse de retraite. La valeur nette des ménages, mesurée par habitant, a crû de 1,5 % au quatrième trimestre pour se chiffrer à 263 200 $.

■

3. Les données ne sont pas désaisonnalisées. Pour obtenir des renseignements de base sur l'adoption d'une mesure du service de la dette qui comprend les paiements du principal, prière de consulter la publication *Ratio du service de la dette des ménages – Intérêt et principal*. Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens. Produit nº 13-605-X au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.